

**François Grémy :**

## « Sommes-nous à la hauteur du défi ? »

Nous revoici face à face. J'avais conclu la dernière A.G., en juin 1983, et j'ai demandé à ouvrir celle-ci pour inaugurer nos débats.

Je dois d'abord vous dire que c'est la dernière fois que je m'adresse à vous en tant que président national de notre Mouvement.

Deux raisons principales justifient ma décision. D'une part, ma conviction profonde - que j'avais proclamée dès mon accession à la présidence - que dans un Mouvement comme le nôtre, qui se veut plutôt démocratique, les dirigeants doivent se renouveler assez rapidement; à mes yeux, cette disposition devrait être statutaire. Chacun de nous a sa culture, sa vision du monde, son histoire, ses fidélités, son appartenance.

Un dirigeant, même respectueux de la pluralité de son Mouvement, exprime dans son discours, dans son comportement, cette notion du monde qui lui appartient. C'est très bien ainsi car il ne faut pas s'abandonner à un unanimité réducteur et insipide. Ainsi, vous ai-je, et plus sans doute que vous ne le pensez, abreuvé d'un discours qui découle directement de ma fidélité au christianisme social et de ma parenté avec la famille de Témoignage Chrétien. Tout naturellement, des citations de l'Écriture Sainte se glissent sous ma plume. Peut-être vous en êtes-vous aperçus et certains en ont-ils eu les dents agacées. Eh! bien, sans regretter le moins du monde cette façon d'agir et de parler, je pense qu'il serait malsain qu'une telle situation se prolonge. Si la culture de chacun, ses fidélités, son appartenance sont une richesse pour le Mouvement, il ne faut pas toutefois qu'elles en deviennent un poids pour lui et risquent d'en donner une image déformée. Un autre président tiendra un autre discours animé par une autre idéologie. Il y a tant de façons et tant de raisons

d'être antiraciste et de vouloir l'amitié entre les peuples!

Ma seconde raison est plus conjoncturelle. Depuis près d'un an, j'ai quitté Paris, pour prendre une nouvelle activité professionnelle à 800 km du siège national. Outre que cette nouvelle activité est à la fois passionnante et accablante, le simple fait de la distance m'empêche depuis dix mois d'avoir une prise directe sur les événements. C'est ainsi qu'à partir de novembre 1983, je n'ai pu que de façon épisodique participer aux difficiles négociations des Assises nationales. Si cette situation n'était que simplement inconfortable pour moi, ce ne serait pas grave. Mais j'ai acquis la conviction que l'image de notre Mouvement ne peut que souffrir d'un président réduit, par la force des choses, à un rôle de figuration épisodique.

Ce sont ces deux raisons, l'une de fond, l'autre d'opportunité politique, qui me conduisent à demander que la présidence soit confiée à un ou une autre camarade. Bien entendu, je continuerai à militer au MRAP et je suis prêt à assurer toute tâche ou mission, plus compatible avec ma situation professionnelle et géographique, que l'on voudra bien me confier.

### EFFICACITE ET RESULTATS

Dans mon discours de clôture, en juin 1983, je tâchais de résumer les réflexions de notre A.G. en vous proposant une stratégie, celle qui nous conduit à la campagne des Assises, campagne qui continue à ce jour et dont nous reparlerons beaucoup.

A mi-course de la campagne, puisque les Assises départementales sont encore à faire dans la plupart des cas - il est bon de s'interroger sur l'efficacité de la première partie et sur ses résultats.

Au bénéfice, je remarquerai deux choses:

- La déclaration commune, très claire et très belle, des cinq grandes confessions religieuses. Elle a été publiée la veille des Assises. Elle est sans doute due à notre initiative, et de toute façon correspondait parfaitement à notre stratégie d'actions autonomes et synchrones.

- La circulaire du Premier Ministre qui, le même jour, lançait une campagne "Vivre ensemble" était une initiative du même ordre.

Reste à savoir l'écho de l'une et de l'autre et leurs effets à terme. Si intéressantes et opportunes furent-elles, elles n'ont pas été perçues comme un événement.

### A CONTRE COEUR?

Quant aux Assises nationales elles-mêmes, on peut avoir à leur égard une opinion variable. Y voir un succès si l'on dit que jamais le MRAP n'a réussi à regrouper tant de personnes, ni que jamais il n'a pu faire siéger et signer côte à côte tant d'associations pour lutter contre le racisme.

Plus pessimiste - et peut-être plus clairvoyant - j'aurais tendance à penser que la stratégie que je vous proposais n'a pas vraiment réussi. Avoir rempli la salle de l'UNESCO de deux mille convaincus, y avoir amené Georgina Dufoix et Olivier Stirn n'a pas suffi à créer l'évènement. Ce ne fut pas le signe de la prise de conscience que nous espérions. Nous n'avons pas pu, ou pas su, être les vrais catalyseurs, selon l'expression d'Albert Lévy, que nous espérions, voire prétendions être. La plupart de ceux qui sont venus ont assuré une présence plus qu'une VRAIE participation. Plusieurs ne sont venus qu'à contre-cœur dans une entreprise qu'ils considéraient, malgré nos dénégations, comme les Assises du MRAP.

Dans cette situation, on peut réagir de façon variable. Accuser

nos partenaires et les rendre responsables de ce demi-échec et demi-succès, en insinuant que le racisme n'est pas vraiment leur problème, qu'ils s'en désintéressent et que nous seuls avons conscience des enjeux; cette attitude, qui n'est pas complètement erronée, a l'avantage d'être intellectuellement compatible et moralement reposante. "Continuer et tenir bon" sont alors les consignes.

Mais je crois que notre repli sur la contemplation rassurante de nos mérites, de notre vertu et de notre bon droit serait une faiblesse de l'esprit et du cœur. Permettez-moi de paraphraser Casamayor dans sa préface à notre excellent livre: "Chronique du flagrant racisme": "Toute affirmation reposante devrait causer de l'inquiétude".

Une autre façon de réagir consiste, tout en constatant avec regret la faible réactivité de nos partenaires à notre intention, à nous interroger sur nous-mêmes et à nous poser la question suivante:

"Devant l'ampleur de la montée du racisme, la tâche est immense. Nous prétendons être le meilleur instrument de lutte contre cette calamité. Mais nous donnons-nous vraiment les moyens méthodologiques et tactiques d'avoir prise effective sur l'opinion publique?" Aussi, vous suggèrerais-je d'utiliser cette A.G. à réfléchir sur nous-mêmes, à effectuer, ce que l'on appelle dans les milieux "catho", une révision de vie.

## POUR ETRE UN MEILLEUR OUTIL CONTRE LE RACISME

Le principal partenaire sur lequel nous pourrions agir, c'est d'abord nous-mêmes. Que pourrions-nous changer en nous-mêmes, dans notre réflexion théorique, dans l'organisation de notre travail, dans nos relations avec l'extérieur, dans l'image que nous donnons de nous-mêmes pour être vraiment un meilleur outil - car nous ne sommes que cela - contre le racisme?

Plusieurs pistes sont possibles. Gérard Coulon, avec raison,

insiste sur l'importance fondamentale de l'action à la base, sur le militantisme enraciné dans la vie de tous les jours. C'est une dimension essentielle, qui justifie la multiplication de nos comités locaux, et l'organisation fédérale que nous mettons en place.

Dans une société en crise économique, mais surtout culturelle, en proie aux incertitudes, à l'inquiétude voire à la peur-dont les valeurs s'écroulent et qui en cherche d'autres confusément et désespérément, qui semble recrue d'idéologies, PARLONS-NOUS LE LANGAGE SUSCEPTIBLE D'AVOIR PRISE SUR ELLE?

Ne courons-nous pas le risque d'apparaître un peu archéo, voire ringards?

Notre façon de théoriser sur les différences - notre thème essentiel - est-elle opportune? A-t-elle été comprise? Toujours est-il qu'elle a été vigoureusement contestée aux Assises mêmes.

Notre discours humanitaire à commencer par le mien - semble glisser comme sur une toile cirée. Nos arguments, nos statistiques ne semblent pas "prendre" sur l'inconscient collectif. La rumeur, le slogan, le flash, l'image l'emportent sur l'argumentation. Certes, nous avons raison, l'Histoire le reconnaîtra. Mais, en situation d'urgence, il faut avoir raison et convaincre à temps.

Face à Le Pen, vociferator simplex comme dit B. Frappat, on peut se demander si notre comportement - et celui de toute la Gauche - est véritablement intelligent. Toujours est-il qu'il s'y entend remarquablement pour tourner à son avantage nos manifs, contre-manifs et exorcismes.

Peut-être Françoise Gaspard a-t-elle raison quand elle affirme que le seul langage qui porte est celui des faits bruts: dans leur très grande majorité, les immigrés resteront en France, qu'on le veuille ou non, qu'ils le veuillent ou non. L'étranger d'aujourd'hui sera le Français de demain, et qui sait, le "beur" d'aujourd'hui sera le "beauf" de demain, qui gueulera avec le Le Pen de l'époque: "La

France aux Français!". Pourquoi ne pas dire aussi que le départ des immigrés aggraverait la crise plutôt que de l'alléger. Le cynisme apparent de cette affirmation n'enlève rien à sa vérité profonde.

Bref, sommes-nous culturellement à la hauteur du défi que pose le racisme d'aujourd'hui, dans la société d'aujourd'hui? Notre discours n'est-il pas marqué par la grande expérience de racisme des dernières décennies: le discours sur le génocide et l'indignation qu'il causait dans une société en plein redémarrage; la condamnation de la guerre d'Algérie, à un moment où le progrès économique était tel que la société française a pu absorber cette guerre, ses coûts, ses victimes, ses souffrances, sans trop y penser.

Autre question: notre relation avec d'autres organisations ayant été plus difficile que prévu, il serait bon que nous fassions le bilan de ces relations au niveau national et au niveau local. Comment le MRAP est-il perçu? Quelle est son image? Quels sont les obstacles à son rayonnement, et parmi ceux-ci quels sont ceux auxquels nous pouvons porter remède sans nous renier, bien entendu...

## LA PRESSE ET LES MEDIAS

Ne croyez pas que j'aie personnellement des réponses claires à toutes ces questions.

Une question sur laquelle j'ai, par contre, un avis déterminé, c'est celle des relations que nous entretenons avec la presse et les médias. Sauf exception, provinciale sans doute, ces relations sont mauvaises ou du moins médiocres: nos communiqués ne sont pas publiés, nos conférences de presse boudées. Que faire pour améliorer ces relations? Sans doute pas réprimander les professionnels et leur dire qu'ils sont les alliés objectifs du racisme. Moi-même ai commis cette faute. Le résultat est garanti...

Au moment de quitter la présidence, permettez-moi pour terminer de faire un bref bilan et de faire quelques suggestions:

- Au moment où je prenais mes fonctions, je signalais trois problèmes qu'il fallait traiter en priorité:

. celui de nos locaux nationaux: quitter l'atmosphère kafkaïenne de la rue Saint-Denis, et trouver mieux. Ceci fut fait.

. la question de nos finances: là rien n'est réglé, au contraire, malgré l'effort et le travail de Claudine Mardon, Marie-Christine Lucas, et surtout de notre ami Khaled, remarquablement efficace. Nous restons beaucoup trop dépendants des aides extérieures.

. celle de notre organe de presse, qu'il fallait lancer à l'époque. DIFFERENCES est né. DIFFERENCES n'a pas eu le succès espéré. Ceci est dû à la faiblesse des moyens au départ. Mais DIFFERENCES tient. DIFFERENCES est un journal de qualité, et le rapport qualité/prix est extra. Grâce en soient rendues à Jean-Michel Ollé et à sa petite équipe...

#### UN DEBAT AU PARLEMENT

Deux suggestions maintenant:

. un colloque Presse et Racisme. A condition qu'il soit soigneusement préparé par des contacts personnels, qu'il soit pour nous l'occasion d'écouter les professionnels plutôt que de les culpabiliser, ce peut être une occasion de sortir de l'ornière qui nous enlise dans l'inefficacité.

. je crois qu'il faut relancer l'idée d'un débat sur le racisme et l'immigration au Parlement. L'extension de la Loi du 1er juillet 1972 pourrait en être l'occasion. Le relatif et provisoire apaisement des luttes politiques peut être une opportunité favorable. Comme le dit notre ami Ovezarek, il faut sur ce thème responsabiliser tout le monde, partis, syndicats, parlementaires, et gouvernement. Celui-ci, depuis quatre ans, n'a pas été très clair, ni très lucide, ni très courageux. Un pas en avant, un pas en arrière, et quelquefois deux pas en arrière!

Voici, mes chers camarades, ce que je voulais vous dire en ce moment un peu émouvant - pour moi surtout - sans doute.

## **Albert Lévy :**

# **Agir ensemble**

Pour introduire le débat sur le rapport publié dans Droit et Liberté de septembre, Albert Lévy, secrétaire général du MRAP, en rappelle les grandes lignes "en tenant compte à la fois des faits nouveaux intervenus depuis sa rédaction, et de la réflexion qui s'est poursuivie dans la même période au Bureau National et au Secrétariat".

Il évoque d'abord l'analyse faite à la précédente Assemblée générale (juin 1983): poussée du Front National; banalisation des thèmes xénophobes de l'extrême-droite, grâce à la complicité de la droite; regrettable passivité des Pouvoirs publics: d'où l'inquiétante contamination par le racisme d'une partie importante de l'opinion.

#### REFLEXION ET ACTION EN PROFONDEUR

En conséquence des décisions prises pour faire face à cette situation, le MRAP s'est employé à alerter "toutes les structures-relais: partis, syndicats, Eglises, médias", pour faire entendre la voix des antiracistes, développer l'information, la réflexion et l'action en profondeur. Pendant plusieurs mois, il s'est mobilisé pour les Assises nationales "Vivre ensemble avec nos différences" (16-18 mars 1984). Il y a eu d'autres initiatives, notamment la Marche pour l'Egalité - à laquelle le MRAP a pris une part active, du début à la fin (15 octobre-3 décembre 1983) -, les manifesta-

tions lors de la tournée de Le Pen à travers la France, une très grande quantité d'interventions locales.

#### LA PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG

Où en sommes-nous aujourd'hui? Albert Lévy constate que la poussée de l'extrême-droite "s'est sinon accentuée, du moins révélée dans toute sa gravité lors des élections européennes de juin 1984".

"Comme le poujadisme, il y a 28 ans, "l'effet Le Pen" est un processus de la vie politique française dans un moment de désenchantement, de désarroi et de confusion. Comme le poujadisme, il s'appuie sur les difficultés concrètes des gens: chômage, insécurité, inflation, inhumanité de l'habitat, inadaptation de l'école, inquiétude devant les rapides mutations économiques et sociales et le bouleversement des valeurs. Il exploite ces difficultés sans chercher à les résoudre: c'est la définition même de la démagogie qui cache, comme toujours, des visées antidémocratiques.

"Et, comme au temps de Poujade, dont il était l'un des lieutenants, Le Pen fonde cette démagogie sur le racisme: à l'époque, c'était l'antisémitisme, aujourd'hui, c'est la xénophobie". Mais l'antisémitisme se manifeste, lui aussi.

La contamination persistante de l'opinion s'explique par la banalisation des thèmes de Le Pen: "On accepte le racisme sans le voir, sans le savoir". Un racisme